



CONTRAT D'AIDE À LA COMPÉTITIVITÉ - FILIÈRE AUTOMOBILE
AXE DIVERSIFICATION

UN PROJET DES CCI DE FRANCHE-COMTÉ, PILOTÉ PAR LA CCI DU DOUBS

Avec le soutien financier de



Fonds européen de
Développement Régional

Alerte réglementaire environnement-hygiène-sécurité

Décembre 2010

L'alerte réglementaire est réalisée par le groupe des Chambres de Commerce et d'Industrie de Franche-Comté.

Sommaire

2010-543 - Air - Quotas d'émissions de gaz à effet de serre	4
2010-544 - Air - Quotas d'émissions de gaz à effet de serre	4
2010-545 - Air - Mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis	4
2010-546 - Automobile - 2 roues	4
2010-547 - Automobile - Dispositifs pyrotechniques pour la sécurité.....	4
2010-548 - Automobile - Réception des véhicules à moteur - euro 5 et 6	5
2010-549 - Automobile - Supercarburant sans plomb	5
2010-550 - Automobile - Supercarburant sans plomb	5
2010-551 - Déchets - Dispositif EcoFolio : une notice d'accompagnement pour la déclaration 2011	5
2010-552 - Déchets - Responsabilité Elargie du Producteur.....	5
2010-553 - Déchets - Réduire et valoriser ses déchets pour réduire ses coûts	6
2010-554 - Déchets - Transposition de la directive cadre sur les déchets.....	6
2010-555 - Développement durable - Brochure ISO de 8 pages pour découvrir l'ISO 26000.....	6
2010-556 - Eau - Assainissement non collectif	6
2010-557 - Eco-conception - Formez-vous à l'éco-conception avec le logiciel Bilan Produit.....	6
2010-558 - Energie - Classement énergétique des bâtiments.....	7
2010-559 - Energie - Loi sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME)	7
2010-560 - ICPE - Compte-rendu de la matinée technique : Impact du règlement CLP sur la réglementation des ICPE et la future directive SEVESO.....	7
2010-561 - ICPE - Délais de recours.....	8
2010-562 - ICPE - La Directive IED remplace la directive IPPC.....	8
2010-563 - ICPE - Etude de danger et Etude d'impact.....	8
2010-564 - ICPE - Régime de l'autorisation : fiches explicatives sur les contributions des différents services	9
2010-565 - ICPE - Modification de la nomenclature	9
2010-566 - ICPE - Stockage de liquides inflammables - Nouvelle échéance pour certaines stations-service.....	9
2010-567 - Produits chimiques - Entrée en vigueur du nouvel étiquetage.....	9
2010-568 - Produits chimiques - REACH - Mise à jour de la liste des substances soumises à autorisation	10
2010-569 - Risques technologiques - Ammoniac	10
2010-570 - Sécurité - AT / MP.....	10
2010-571 - Sécurité - Contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés	10
2010-572 - Sécurité - Contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés	11
2010-573 - Sécurité - Contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés	11
2010-574 - Sécurité - Contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés	11

2010-575 - Sécurité - EPI.....	11
2010-576 - Sécurité - Equipements sous pression.....	11
2010-577 - Sécurité - Equipements sous pression : mise en place d'une nouvelle procédure pour les inspections réglementaires	12
2010-578 - Sécurité - Relevé analytique des textes officiels relatifs à l'hygiène et la sécurité parus en novembre 2010 (actualités juridiques)	12
2010-579 - Sécurité - Sécurité des réseaux de transport et distribution : création d'un guichet unique	12
2010-580 - Sécurité - Tabac - Nouvelle signalétique pour l'interdiction de fumer	12
2010-581 - Sécurité - Transports de marchandises dangereuses (arrêté TMD)	13
2010-582 - Sécurité - Transport de marchandises dangereuses - fluvial - Rhin.....	13
2010-583 - Sécurité - Agrément ERP / IGH	13
2010-584 - Sécurité - Agrément.....	13
2010-585 - Sécurité - Agrément.....	13
2010-586 - Sécurité - Agrément.....	13
2010-587 - Sécurité - Agrément.....	14
2010-588 - Sécurité - Agrément.....	14
2010-589 - Sécurité - Agrément.....	14
2010-590 - Sécurité - Norme relative à la sécurité des machines	14
2010-591 - Sécurité - Vérification des machines et appareils de levage.....	14
2010-592 - Sécurité - Visite médicale d'embauche	14
2010-593 - Thèmes multiples - Appel à projets éco-industrie 2011	14
2010-594 - Thèmes multiples - Grand Emprunt - Véhicule du futur	15
2010-595 - Thèmes multiples - Reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle.....	15

2010-543 - Air - Quotas d'émissions de gaz à effet de serre

Consultation sur la mise aux enchères de quotas d'émission de l'UE de la troisième période d'échange avant 2013 (jusqu'au 7 février 2011)

http://ec.europa.eu/clima/consultations/0006/index_en.htm

2010-544 - Air - Quotas d'émissions de gaz à effet de serre

Arrêté du 27 décembre 2010 fixant pour l'année 2010 le montant des frais de tenue de compte des détenteurs de quotas prévu à l'article R. 229-36 du code de l'environnement

Les comptes ouverts dans le Registre national des quotas d'émission de GES font l'objet de frais de tenue de compte fixés par arrêté.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT00002331726&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-545 - Air - Mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis

Arrêté du 14 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis.

Liste des organismes agréés jusqu'au 31/12/2011

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000023305590

2010-546 - Automobile - 2 roues

Avis du Comité économique et social européen sur «Les mutations industrielles et les perspectives du secteur des deux-roues motorisés en Europe» (avis d'initiative).

Avis du CESE sur les perspectives futures et opportunités pour les 2 roues.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:354:0030:0034:FR:PDF>

2010-547 - Automobile - Dispositifs pyrotechniques pour la sécurité

Décision du 15 septembre 2010 relative à l'approbation du recueil des épreuves d'agrément des dispositifs pyrotechniques pour la sécurité automobile et du recueil des épreuves d'agrément des produits explosifs.

"Article 1er

Le recueil des épreuves d'agrément des dispositifs pyrotechniques pour la sécurité automobile dans sa version du 30 juillet 1997 telle qu'elle est annexée à la présente décision est approuvé.

Article 2

Le recueil des épreuves d'agrément des produits explosifs dans sa version du 25 juin 1998 est approuvé (la liste des épreuves d'agrément des produits explosifs est consultable sur le site Internet de l'INERIS. Le recueil est disponible dans son intégralité sur demande de tout fabricant ou importateur déposant une demande d'agrément)."

http://www.bulletinofficiel.developpement-durable.gouv.fr/fiches/BO201022/met_20100022_0100_0017.pdf

2010-548 - Automobile - Réception des véhicules à moteur - euro 5 et 6

Rectificatif au règlement (CE) no 692/2008 de la Commission du 18 juillet 2008 portant application et modification du règlement (CE) no 715/2007 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2007 relatif à la réception des véhicules à moteur au regard des émissions des véhicules particuliers et utilitaires légers (Euro 5 et Euro 6) et aux informations sur la réparation et l'entretien des véhicules (JO L 199 du 28.7.2008)

Le rectificatif porte sur la formule générale pour un carburant de composition CxHyOz (Annexe III, point 3,8,)

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:336:0068:0068:FR:PDF>

2010-549 - Automobile - Supercarburant sans plomb

Arrêté du 10 décembre 2010 relatif aux additifs métalliques dans le supercarburant sans plomb et le supercarburant sans plomb 95-E10

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023335585&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-550 - Automobile - Supercarburant sans plomb

Décision du 10 décembre 2010 fixant les méthodes d'essai relatives aux additifs métalliques dans le supercarburant sans plomb et le supercarburant sans plomb 95-E10

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023335620&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-551 - Déchets - Dispositif EcoFolio : une notice d'accompagnement pour la déclaration 2011

Ce document permet de préparer la déclaration 2011, pour les tonnages émis en 2010. En présentant les catégories de papiers visées par l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement depuis le 1er janvier 2010, cette notice facilite la compréhension du périmètre d'assujettissement à la contribution, l'identification des catégories de papiers à déclarer ainsi que les modalités de déclaration.

<http://www.ecofolio.fr/actualites/ecofolio-vous-accompagne-dans-votre-declaration-de-tonnages-avec-la-notice-2011>

2010-552 - Déchets - Responsabilité Élargie du Producteur

La responsabilité élargie du producteur / REP - Panorama 2010.

"Les filières REP concernent à la fois des produits à destination des ménages et des produits à usage professionnel.

La France est actuellement, dans le monde, le pays qui a le plus recours à ce principe de gestion des déchets, avec une vingtaine de REP.

Cette synthèse, éditée pour la première fois, dresse le panorama des REP pour l'année 2010." Brochure de 28 pages.

<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=73353&p1=00&p2=05&ref=17597>

2010-553 - Déchets - Réduire et valoriser ses déchets pour réduire ses coûts

Appel à candidatures Entreprises témoins : Réduire et Valoriser plus ses déchets pour réduire ses coûts

L'ADEME lance une étude pour collecter et valoriser 50 exemples d'économies réalisées par des entreprises en réduisant et en valorisant plus leurs déchets. Cette étude sera basée sur 50 entreprises témoins qui vont être sélectionnées par un appel à candidatures ouvert du 30/11/2010 au 28/02/2011 dans la rubrique "Appel à propositions" du site Internet de l'ADEME. Le dossier de candidature devra être rempli en ligne (et non pas téléchargé).

Cet appel vise les entreprises de plus de 10 salariés hors secteur de la gestion des déchets. L'ADEME leur offre 3 jours de conseil sur un an par un expert de BIO IS ou LowendalMasai (spécialiste de la réduction des coûts). Les entreprises s'engagent à diffuser des informations sur les économies réalisées à la fin de l'opération.

<http://www2.ademe.fr/servlet/getDoc?cid=96&m=3&id=73355&p1=1>

2010-554 - Déchets - Transposition de la directive cadre sur les déchets

Ordonnance n° 2010-1579 du 17 décembre 2010 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne dans le domaine des déchets

L'ordonnance du 17 décembre 2010 modifie les articles L. 541-1 et suivants du code de l'environnement et adapte le code des douanes et le code général des collectivités territoriales aux nouvelles définitions et obligations.

La transposition de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ne constitue pas un bouleversement du cadre de la politique des déchets mais plutôt une clarification du droit existant.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023246129&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-555 - Développement durable - Brochure ISO de 8 pages pour découvrir l'ISO 26000

L'organisation internationale de normalisation (ISO) a publié ce mini-guide de huit pages intitulé "Découvrir ISO 26000"

http://www.iso.org/iso/fr/discovering_iso_26000.pdf

2010-556 - Eau - Assainissement non collectif

Arrêté du 3 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023229591&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-557 - Eco-conception - Formez-vous à l'éco-conception avec le logiciel Bilan Produit

Bilan Produit est un logiciel d'estimation des impacts environnementaux des produits développé par l'Université de Cergy Pontoise avec le soutien de l'ADEME. Cet outil simplifié vise à rendre accessible à des non-spécialistes la notion d'éco-conception et les bases de l'analyse de cycle de vie (ACV). Un atelier informatique vous est proposé gratuitement par les Chambres de Commerce et d'Industrie de Franche-Comté dans le cadre du programme ELAN 2010. Il est animé par l'ADEME et l'ARIST : **mardi 11 janvier 2011**, 10h-12h, à Besançon. Inscription obligatoire auprès de : sguillet@franche-comte.cci.fr

2010-558 - Energie - Classement énergétique des bâtiments

Décret n° 2010-1662 du 28 décembre 2010 relatif à la mention du classement énergétique des bâtiments dans les annonces immobilières

A compter du 1er janvier 2011, toute annonce relative à la mise en vente ou en location d'un bien immobilier devant faire l'objet d'un diagnostic de performance énergétique doit mentionner la lettre correspondant à l'échelle de référence du classement énergétique prévu par le e de l'article R. 134-2 du code de la construction et de l'habitation.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023317142&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-559 - Energie - Loi sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME)

LOI n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité

La loi 2010-1488 sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité (NOME), qui oblige EDF à céder jusqu'à un quart de la production de ses centrales nucléaires à ses concurrents, a été publiée. Cette réforme majeure du marché de l'électricité avait été lancée pour éviter des poursuites de la Commission européenne pour manque de concurrence.

Selon des hypothèses de travail de la Commission de régulation de l'énergie, la loi devrait entraîner une hausse des tarifs d'électricité pour les particuliers d'environ 25 % d'ici les 5 prochaines années.

Les tarifs réglementés vert (supérieur à 250 KVA) et jaune (entre 36 KVA et 250 KVA) disparaissent pour les entreprises, au profit d'une ouverture totale à la concurrence à compter du 31 décembre 2015 (L. n° 2005-781, 13 juill. 2005, art. 66). En revanche, les tarifs réglementés pour les particuliers sont maintenus et fixés par la Commission de régulation de l'énergie.



Les autres dispositions de la loi NOME prévoient notamment :

- le bénéfice de l'obligation d'achat de l'électricité pour les installations mettant en œuvre la cogénération utilisant la biomasse au-dessus d'une puissance de 2 mégawatts ;
- le renouvellement des contrats d'obligation d'achat dont bénéficient les installations de production hydroélectrique, qui arrivent à échéance à partir de 2012, pour une durée de quinze ans (L. n° 2000-108, 10 févr. 2000, art. 10) ;

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023174854&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-560 - ICPE - Compte-rendu de la matinée technique : Impact du règlement CLP sur la réglementation des ICPE et la future directive SEVESO

Actualités de l'inspection des installations classées

Retrouvez sur le site des installations classées :

- le programme de la journée du 25 novembre 2010
- la présentation réalisée par l'UIC : "Le règlement CLP"
- la présentation réalisée par l'INERIS : "Incidences du règlement CLP sur les installations classées et les établissements SEVESO"
- la présentation réalisée par le MEDDTL : "CLP : prochaines étapes sur la réglementation ICPE et sur la future directive SEVESO"

<http://installationsclassées.ecologie.gouv.fr/Matinée-d-information-du-25.html>

2010-561 - ICPE - Délais de recours

Décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010 portant application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement et relatif aux délais de recours en matière d'installations classées et d'installations, ouvrages, travaux et activités visés à l'article L. 214-1 du code de l'environnement

Les tiers, les communes ou leurs groupements disposent d'un délai d'un an pour contester les décisions mentionnées à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, à compter de leur publication ou de leur affichage. Ce délai est, le cas échéant, prorogé de six mois à compter de la mise en service de l'installation. Pour les exploitants, le délai demeure fixé à deux mois.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023332633&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-562 - ICPE - La Directive IED remplace la directive IPPC

Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution)

Face à certaines difficultés d'application de la directive IPPC, la directive IED relative aux émissions industrielles actualise et refond en un seul texte sept directives existantes :

- directive 78/176/CEE relative aux déchets provenant de l'industrie du dioxyde de titane ;
- directive 82/883/CEE relative aux modalités de surveillance et de contrôle des milieux concernés par les rejets provenant de l'industrie du dioxyde de titane ;
- directive 92/112/CEE fixant les modalités d'harmonisation des programmes de réduction, en vue de sa suppression, de la pollution provoquée par les déchets de l'industrie du dioxyde de titane ;
- directive 1999/13/CE relative à la réduction des émissions de composés organiques volatils

dues à l'utilisation de solvants organiques dans certaines activités et installations ;

- directive 2000/76/CE sur l'incinération des déchets ;
- directive 2001/80/CE relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des grandes installations de combustion ;
- directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite IPPC.

Elle prône une approche intégrée de la pollution englobant les émissions dans l'air, l'eau et les sols, l'utilisation rationnelle de l'énergie, la prévention des accidents. Elle renforce l'application des meilleures techniques disponibles (MTD) : les conclusions sur les MTD (« BAT conclusions ») doivent servir de référence pour fixer les conditions d'autorisation.

Les États membres doivent transposer la directive au plus tard le 7 janvier 2013.

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:334:0017:0119:FR:PDF>

2010-563 - ICPE - Etude de danger et Etude d'impact

Le Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques (CSPRT) a mis en ligne deux dossiers relatifs à l'étude de danger et à l'étude d'impact. Ces dossiers ont pour ambition de synthétiser l'ensemble des données relatives à la constitution et au contenu de ces deux types d'études, qu'un exploitant est tenu de réaliser afin d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

[Lien vers la page du CSPRT concernant le contenu des études de danger : http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr/Contenu-d-un-etude-de-dangers.html](http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr/Contenu-d-un-etude-de-dangers.html); [Lien vers la page du CSPRT concernant l'objet de l'étude de danger : http://installationsclassees.eco](http://installationsclassees.eco)

2010-564 - ICPE - Régime de l'autorisation : fiches explicatives sur les contributions des différents services

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) a mis en ligne sur son site Internet des fiches concernant les contributions de différents services (tels que le service d'incendie et de secours (SDIS), l'inspection du travail et des directions départementales des territoires et de la mer (DDTM)) au régime de l'autorisation.

Lien vers la page du CSPRT concernant la contribution de l'inspection du travail : <http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr/Contributions-de-l-inspection-du.html>

2010-565 - ICPE - Modification de la nomenclature

Décret n° 2010-1700 du 30 décembre 2010 modifiant la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement relative à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Mise en cohérence de la nomenclature des installations classées avec des directives et règlements européens pour les rubriques 1000, 1150, 1174, 1175, 1190, 1200, 1434 et 2630, introduction du régime d'enregistrement pour les rubriques 2250 et 2340 et simplification de la rubrique 2920 (installation de réfrigération ou de compression)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023332614&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-566 - ICPE - Stockage de liquides inflammables - Nouvelle échéance pour certaines stations-service

Arrêté du 16 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 22 juin 1998 relatif aux réservoirs enterrés de liquides

inflammables et de leurs équipements annexes et l'arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Cet arrêté prévoit de nouvelles échéances pour les travaux effectués sur certains réservoirs des stations-service visées à la rubrique 1435 de la nomenclature des installations classées, dont le volume équivalent distribué est inférieur à 3 500 mètres cubes par an :

- l'exploitant doit réaliser, avant le 31 décembre 2013, les travaux de transformation ou de remplacement des réservoirs simple enveloppe enterrés installés suivant les dispositions en vigueur avant le 18 juillet 1998 ;

- l'exploitant doit remplacer les réservoirs simple enveloppe enterrés non stratifiés et non placés en fosse avant le 31 décembre 2013.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023278304&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-567 - Produits chimiques - Entrée en vigueur du nouvel étiquetage

La première étape de la mise en application du règlement CLP relatif à la classification, l'emballage et l'étiquetage des produits chimiques a été franchie le 1er décembre 2010. Le nouvel étiquetage est désormais obligatoire pour toutes les substances chimiques. Cette évolution réglementaire impactera de façon importante l'activité de nombreuses entreprises. Les explications de l'INRS.

<http://kiosque.inrs.fr/lettre/archives/001/exemple.pdf>

2010-568 - Produits chimiques - REACH - Mise à jour de la liste des substances soumises à autorisation

Depuis le 15 décembre 2010, la liste candidate des substances soumises à autorisation compte huit nouvelles substances chimiques. Les entreprises concernées par la Réglementation REACH doivent vérifier l'étendue des obligations découlant de cette mise à jour.

Les huit nouvelles substances chimiques sont :

le trioxyde de chrome, les acides générés par le trioxyde de chrome et de leurs oligomères, le sulfate de cobalt (II), le dinitrate de cobalt (II), le carbonate de cobalt (II), le di(acétate) de cobalt, le 2-méthoxyéthanol et le 2-éthoxyéthanol, qui sont des substances cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR).

Cette décision fait suite à l'accord unanime du Comité des Etats membres, ce qui porte la liste candidate des substances soumises à autorisation à 46 substances chimiques au total.

Le processus d'autorisation de ces substances dites « extrêmement préoccupantes » reste d'actualité. Conformément à la Réglementation REACH, une procédure devra déterminer si ces substances doivent être intégrées à l'Annexe XIV du Règlement REACH, cette annexe représentant la liste des substances soumises à autorisation.

http://echa.europa.eu/chem_data/authorisation_process/candidate_list_table_en.asp

2010-569 - Risques technologiques - Ammoniac

Référentiels, normes et guides de bonnes pratiques pour le stockage, le chargement et le déchargement de l'ammoniac.

Guide de 171 pages réalisé par l'INERIS, daté du 22/06/2010, mis en ligne le 9 novembre 2010.

<http://www.ineris.fr/centredoc/benchmark-ammoniac-web.pdf>

2010-570 - Sécurité - AT / MP

Arrêté du 27 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 17 octobre 1995 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail et de maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale

Tarification 2011

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023311484&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-571 - Sécurité - Contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés

Décision du 20 octobre 2010 portant agrément d'un organisme pour effectuer le contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes

L'agence de Brest de la société Nettoyage pétrolier industriel est agréée au titre de l'arrêté du 18 avril 2008 pour le contrôle d'étanchéité des réservoirs de liquides inflammables et de leurs équipements annexes. Cet agrément est valable jusqu'au 30 septembre 2014.

<http://www.bulletinofficiel.developpement-durable.gouv.fr/fiches/BO201020/metsomThe.htm>

2010-572 - Sécurité - Contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés

Décision BSEI n° 10-166 du 22 octobre 2010 portant approbation d'une procédure relative aux inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement

Le document AQUAP 2005/01 (révision 3 du 21 septembre 2010) est approuvé en tant que procédure permettant de réaliser l'inspection de requalification périodique sans enlèvement des revêtements, dispositifs d'isolation thermique ou garnissages, par application de l'article 24 (§ 1er) de l'arrêté du 15 mars 2000.

<http://www.bulletinofficiel.developpement-durable.gouv.fr/fiches/BO201021/metsomThe.htm>

2010-573 - Sécurité - Contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés

Décision du 8 novembre 2010 modifiant la décision n° 2009-663 du 26 novembre 2009 portant agrément d'un organisme pour effectuer le contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes

Changement d'adresse d'un organisme agréé.

<http://www.bulletinofficiel.developpement-durable.gouv.fr/fiches/BO201022/metsomThe.htm>

2010-574 - Sécurité - Contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés

Décision du 1er décembre 2010 portant agrément d'un organisme pour effectuer le contrôle d'étanchéité des réservoirs enterrés et de leurs équipements annexes

La société DEGRAVE & MARCANT ASSAINISSEMENT 59166 Bousbecque, est agréée pour le contrôle d'étanchéité des réservoirs de liquides inflammables et de leurs

équipements annexes. Cet agrément est valable jusqu'au 30 novembre 2014.

<http://www.bulletinofficiel.developpement-durable.gouv.fr/fiches/BO201023/metsomThe.htm>

2010-575 - Sécurité - EPI

Arrêté du 13 décembre 2010 portant retrait d'habilitation d'un organisme chargé de procéder à l'évaluation et à la surveillance des systèmes d'assurance qualité CE de la production concernant les équipements de protection individuelle

L'organisme AFAQ AFNOR International, 11, rue Francis-de-Pressensé, 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex, numéro d'identification délivré par la Commission européenne : 0639, est retiré à sa demande de la liste des organismes habilités en vue de procéder à l'évaluation et à la surveillance des systèmes d'assurance qualité CE de la production concernant les équipements de protection individuelle.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=6BE316E6066A570924728A38990BAEDC.tpdjo05v_3?cidTexte=JORFTEXT000023311392&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id

2010-576 - Sécurité - Equipements sous pression

Décision BSEI n° 10-021 du 19 février 2010 relative à l'approbation d'un guide professionnel pour l'établissement d'un plan d'inspection

Le document intitulé « Guide pour l'établissement d'un plan d'inspection » (document DT 84, révision B01, de février 2010) est approuvé en application des articles 10 (§4) et 21 de l'arrêté du 15 mars 2000 modifié relatif à l'exploitation des équipements sous pression

<http://www.bulletinofficiel.developpement-durable.gouv.fr/fiches/BO201022/metsomThe.htm>

2010-577 - Sécurité - Equipements sous pression : mise en place d'une nouvelle procédure pour les inspections réglementaires

Décision BSEI no 10-166 du 22 octobre 2010 portant approbation d'une procédure relative aux inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement

La décision BSEI n° 10-166 du 22 octobre 2010 approuve une nouvelle procédure relative aux inspections réglementaires des équipements sous pression revêtus extérieurement et/ou intérieurement.

http://www.bulletinofficiel.developpement-durable.gouv.fr/fiches/BO201021/met_20100021_0100_0018.pdf

2010-578 - Sécurité - Relevé analytique des textes officiels relatifs à l'hygiène et la sécurité parus en novembre 2010 (actualités juridiques)

[http://www1.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Pdf%20ActuJuridique.txtOffNovembre2010/\\$File/ActuJuridique.txtOffNovembre2010.pdf](http://www1.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/Pdf%20ActuJuridique.txtOffNovembre2010/$File/ActuJuridique.txtOffNovembre2010.pdf)

2010-579 - Sécurité - Sécurité des réseaux de transport et distribution : création d'un guichet unique

Décret n° 2010-1600 du 20 décembre 2010 relatif au guichet unique créé en application de l'article L. 554-2 du code de l'environnement

Le décret du 20 décembre 2010 met en place un guichet unique, accessible par voie

électronique, auprès de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS). Ce guichet est destiné à collecter les coordonnées des exploitants de tous réseaux implantés en France et les cartographies sommaires de ces réseaux, afin de permettre aux maîtres d'ouvrage et entreprises prévoyant des travaux à un endroit du territoire, d'avoir accès instantanément et gratuitement à la liste des exploitants dont les réseaux sont concernés par ces travaux. Le nouvel article R. 554-2 du code de l'environnement définit les catégories de travaux et de réseaux concernés (réseaux de gaz, électriques, de télécommunication, d'eau potable, d'assainissement, de matières dangereuses...)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023269079&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-580 - Sécurité - Tabac - Nouvelle signalétique pour l'interdiction de fumer

Arrêté du 1er décembre 2010 fixant les modèles de signalisation prévus par l'article R. 3511-6 du code de la santé publique

La signalisation rappelant le principe de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, dont les lieux de travail, vient d'être modifiée. L'adoption de nouveaux panneaux d'interdiction n'est pas forcément obligatoire. En effet, les signalisations éditées ou imprimées avant le 11 décembre 2010 sont valides si elles respectent les anciennes prescriptions réglementaires.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023217530&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-581 - Sécurité - Transports de marchandises dangereuses (arrêté TMD)

Arrêté du 9 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)

De nombreuses modifications viennent mettre à jour l'arrêté du 29 mai 2009 : elles seront applicables à compter du 1er janvier 2011 (sauf pour les dispositions de l'arrêté TMD applicables avant cette date qui peuvent continuer d'être appliquées jusqu'au 30 juin 2011). Cet arrêté insère notamment un nouvel article concernant la conservation et le contrôle de certains documents et remplace les dispositions relatives aux récipients destinés au transport de gaz liquéfiés réfrigérés.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023239894&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-582 - Sécurité - Transport de marchandises dangereuses - fluvial - Rhin

Décret n° 2010-1531 du 9 décembre 2010 portant publication du protocole n° 20 de la résolution 2009-II-20 de la Commission centrale pour la navigation du Rhin, adoptée le 3 décembre 2009, relatif à l'abrogation du règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Rhin (ADNR) et à l'introduction de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN) sur le Rhin (ensemble deux annexes).

Le Règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Rhin (ADNR) est abrogé. Les réglementations applicables seront, à compter du 1er janvier 2011, celles du Règlement annexé à l'Accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieure (ADN).

http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000023217992

2010-583 - Sécurité - Agrément ERP / IGH

Arrêté du 10 décembre 2010 portant agrément d'organismes pour effectuer les vérifications techniques réglementaires dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023236604&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-584 - Sécurité - Agrément

Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à dispenser la formation à la sécurité des travailleurs intervenant en milieu hyperbare

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023311423&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-585 - Sécurité - Agrément

Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle des valeurs limites biologiques fixées à l'article R. 4412-152 du code du travail pour les travailleurs exposés au plomb (dosages de plombémie)

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023311432&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-586 - Sécurité - Agrément

Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023311442&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-587 - Sécurité - Agrément

Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément de personnes et d'organismes pour la vérification des installations électriques

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023311448&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-588 - Sécurité - Agrément

Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément d'organismes habilités à effectuer des relevés photométriques sur les lieux de travail

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023311456&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-589 - Sécurité - Agrément

Arrêté du 23 décembre 2010 portant agrément des experts auxquels le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail peut faire appel

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023311468&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-590 - Sécurité - Norme relative à la sécurité des machines

Dans un communiqué du 10 décembre 2010, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) annonce l'adoption de la norme ISO 12100 intitulée "Sécurité des machines - Principes généraux de conception - Appréciation du risque et réduction du risque", dans sa version 2010. Cette norme vise notamment à renforcer la protection des opérateurs et à aider les concepteurs et fabricants à réduire les phénomènes dangereux provoqués par les machines.

<http://www.iso.org/iso/fr/pressrelease.htm?refid=Ref1379>



2010-591 - Sécurité - Vérification des machines et appareils de levage

L'INRS a mis en ligne sur son site Internet un dossier relatif à la vérification des machines et appareils de levage. Ce document présente les principales dispositions réglementaires concernant la vérification des machines, appareils et accessoires de levage des établissements soumis au Code du travail.

[http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/ED%206067/\\$File/e_d6067.pdf](http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParReference/ED%206067/$File/e_d6067.pdf)

2010-592 - Sécurité - Visite médicale d'embauche

Jurisprudence de la Cour de cassation.

La Cour de cassation énonce que l'absence de visite médicale d'embauche, imposée par l'article R. 4624-10 du Code du travail, équivaut à un manquement de l'employeur à son obligation de sécurité de résultat. La Cour ajoute que ce manquement cause de façon automatique un préjudice au salarié (Source : Vigilance HSE).

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriJudi.do?oldAction=rechJuriJudi&idTexte=JURITEXT000022909767&fastReqId=1767606446&fastPos=1>

2010-593 - Thèmes multiples - Appel à projets éco-industrie 2011

Appel à projets éco-industrie 2011

Le troisième appel à projets concernant les éco-industries vise à soutenir des projets industriels de R&D et d'innovation portant sur les écotecnologies, notamment dans le domaine de la prévention, de la mesure et de la lutte contre les pollutions locales (air, eau, déchets...). L'appel à projets s'adresse en priorité aux industries qui conçoivent et développent des produits, des procédés et des services innovants. Une attention particulière

sera accordée aux projets proposés par les PME.

Cet appel à projets associe la direction générale de la Compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS), OSEO et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Il est coordonné avec le nouvel appel à projets du programme ECOTECH de l'ANR, lancé concomitamment, qui cible les mêmes thématiques que l'AAP Eco-industries mais pour des projets à des stades de recherche plus en amont.

http://www.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=article&id_article=20180

2010-594 - Thèmes multiples - Grand Emprunt - Véhicule du futur

Convention du 8 décembre 2010 entre l'Etat et l'ADEME relative au programme d'investissements d'avenir (programme « véhicule du futur »)

L'Etat confie à l'ADEME la mission d'opérateur du programme « véhicules du futur ». Ce programme est doté d'une enveloppe de 1 milliard d'euros au titre de la loi de finances rectificative 2010.

Les principaux objectifs de ce programme sont de promouvoir le développement des technologies et organisations innovantes et durables en matière de déplacements terrestres et maritimes. Il devra ainsi conduire au développement de technologies et d'usages conduisant à des gains significatifs de consommation, à une diminution des rejets de gaz à effets de serre comme à l'amélioration de la sécurité et de la sûreté.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023212682&dateTexte=&categorieLien=id>

2010-595 - Thèmes multiples - Reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Arrêté du 30 novembre 2010 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Arrêté portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle pour les inondations et coulées de boue du 3 au 4 juillet 2010 en ce qui concerne les communes de Senoncourt et Tartécourt (70).

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000023158401&dateTexte=&categorieLien=id>
